

ORGANE DU COMITÉ CENTRAL
DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Pour la reconstruction de la 4^e Internationale

LA VÉRITÉ

AVRIL 1972 • N° 556

Stéphane JUST : ampleur et limites de la coopération contre-révolutionnaire • **G. BOBROWSKI** : premier pas vers l'Europe socialiste, la révolution politique en Pologne a commencé • **Jean-Jacques MARIE** : Après le congrès de la F.E.N. • **Gérard BLOCH** : un acte scissionniste ; de patients efforts... mal récompensés • **Octave BOISGONTIER** : sur la question des forces productives • **F. ESCOBAR** : l'Assemblée populaire.

LE NUMÉRO : 6 FRANCS

LA VERITE

organe du Comité central
de l'Organisation Communiste
Internationaliste

*(pour la reconstruction
de la IV^e Internationale)*

section française du Comité international
de la IV^e Internationale

Rédaction et administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
75 - Paris (10^e)

TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE
EN PAGE 298

Le Directeur de la Publication : M. P. LAMBERT.

Imp. CAVILLON — 93 - Clichy-sous-Bois

A nos lecteurs...

La rédaction de **la Vérité** s'excuse auprès de ses lecteurs et abonnés du retard apporté à la parution de ce numéro. Les difficultés qui entravent une parution tout à fait régulière de **la Vérité** ne sont sans doute pas encore toutes surmontées ; nous croyons pourtant que des progrès ont été réalisés et nous apporterons tous nos soins à en faire de nouveaux dans cette voie.

Nous espérons que ce numéro 556, avec l'ensemble d'analyses et de documents qu'il va leur fournir, sera un instrument utile entre les mains des militants ouvriers d'avant-garde.

Pour le comité de rédaction,

Gérard Bloch.



La hausse des tarifs d'imprimerie nous oblige à **fixer à 6 F le prix de ce numéro d'environ 240 pages**. Cependant, nous laissons provisoirement à **20 F le tarif des abonnements**. Un abonnement dure le temps de la parution de cinq numéros ; cela veut dire que nos abonnés ne paieront le numéro que 4 F, soit une réduction de 33 %.

Pour profiter du tarif actuel, pour soutenir l'effort de **la Vérité**

ABONNEZ-VOUS !

RÉABONNEZ-VOUS !

(même par anticipation)

A " LA VÉRITÉ "

Par accord spécial avec la librairie de la SELIO, nous sommes également en mesure d'offrir des abonnements forfaitaires comportant, en supplément, un certain nombre d'ouvrages avec des réductions importantes :

Formule B — EN VERSANT 29 F, vous recevrez franco de port :

- un abonnement de 5 numéros à **La Vérité** (20 F) ;
- « **Bas les pattes devant la révolution en Pologne** », brochure du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est (5 F) ;
- « **Le printemps des peuples commence à Prague** », de Pierre Broué (9 F), soit une valeur de 34 F.

Formule C — EN VERSANT 31 F, vous recevrez franco de port :

- un abonnement de 5 numéros à **La Vérité** (20 F) ;
- le numéro spécial de **La Vérité** sur « **La Commune de Paris** » n° 552 (5 F) ;
- « **La grève générale** », de François de Massot (12 F), soit une valeur de 37 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT A " LA VÉRITÉ "

A remplir et à retourner, avec la somme correspondante, en chèque postal de virement (3 volets) au C.C.P. BLOCH PARIS 606-23 ; en chèque bancaire ou en mandat-poste, libellé au nom de BLOCH, à la **Vérité**, 39, rue du faubourg du Temple, Paris-10°.

NOM

PRENOM

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie)

- Non abonné, je souscris un abonnement à **la Vérité** à partir du n° (1).
- Abonné à **la Vérité**, je prolonge mon abonnement de cinq numéros (1).
- Je désire simplement m'abonner et verse 20 F ci-joint (2).
- Je choisis la formule B, et verse 29 F (2).
- Je choisis la formule C, et verse 31 F (2).

(1) Rayer l'une de ces deux formules.
(2) Rayer deux de ces trois formules.

RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE DE LA COLLECTION COMPLÈTE DE " LA VÉRITÉ "(numéros depuis Octobre 1958)



Mise en souscription de la première série

A la suite de la publication, dans notre dernier numéro (554-555), de la table analytique de **La Vérité** depuis octobre 1958, nous avons reçu de nombreuses demandes de la part de nos lecteurs, qui concernaient tel ou tel numéro ancien et que nous n'avons malheureusement pu satisfaire que très rarement.

Nous avons ainsi été amenés à envisager la réimpression photographique de la collection complète, réédition à réaliser par séries successives.

La première série comptera les huit numéros parus en format 21 × 27 d'octobre 1958 à mai 1961, soit plus de 300 pages de texte serré. Vous y trouverez un certain nombre d'articles dont beaucoup d'entre vous ont très probablement entendu parler mais que peu ont lu :

- les trois articles de P. Lambert sur les problèmes du parti ;
- « **Le dossier de la laïcité** » et « **Indépendance nationale et révolution** », de P. Lambert également ;

- « Y a-t-il encore une classe ouvrière ? » et « Compromis et principes », de F. Forge ;
- « Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des conseils ouvriers » et « L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois », de F. Manuel ;
- « Marxisme, philosophie et science », de G. Bloch, et bien d'autres articles.

Chaque exemplaire sera broché à part, l'ensemble étant présenté dans un boîtier cartonné.

Le prix après parution sera d'au moins 65 F. Pour en faciliter l'achat aux militants ouvriers et jeunes, nous sommes parvenus à en fixer le prix de souscription à seulement 47 F.

La parution en est prévue pour septembre 1972 ; la date définitive de parution ne pourra toutefois être fixée que selon l'arrivée des souscriptions.

RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE DE " LA VÉRITÉ " **(à partir du numéro d'Octobre 1958)**

Bulletin de souscription à la première série

NOM

PRENOM

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie)

.....

A remplir et à retourner, avec la somme de 47 F en chèque postal de virement (3 volets) pour le C.C.P. BLOCH PARIS 16 913-99 ; chèque bancaire ou mandat-poste libellé au nom de BLOCH, la **Vérité**, 39, rue du faubourg du Temple, Paris-10^e.

AMPLEUR ET LIMITES DE LA COOPERATION CONTRE - REVOLUTIONNAIRE

par Stéphane JUST

CONSTAT DE FAILLITE

Le 15 août 1971, Nixon déclarait que le dollar serait désormais inconvertible, que ce soit en or ou en monnaies étrangères. En même temps, il exigeait que les pays capitalistes d'Europe et le Japon supportent une part plus grande des charges économiques et militaires que nécessite « la défense du monde libre ». Il affirmait que cela devait se traduire par la réévaluation des monnaies « fortes » (principalement le yen et le mark), ce qui faciliterait les exportations américaines, et au contraire handicaperait les exportations allemandes et japonaises sur le marché mondial. En attendant, il instituait une taxe de 10 % frappant les marchandises exportées aux Etats-Unis, déchirant ainsi ce qui restait des accords de

Bretton Woods conclus au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Ces derniers mois, de nombreux organes de presse ont rappelé le contenu de ces derniers accords (1) ; en pratique, le dollar devenait le moyen de paiement universel, le rapport des autres monnaies à l'or s'effectuant par la médiation du dollar, librement convertible en or : par consentement mutuel, la banque d'émission des Etats-Unis, la *Federal Reserve System Bank*, devenait la ban-

(1) Pour plus de précisions sur les accords de Bretton Woods, voir *Défense du trotskysme*, tome II, pp. 50 et 51, et *la Vérité*, n° 554-555, pp. 133-134. (N.D.L.R.)

que centrale du système impérialiste mondial. Mais ces mêmes organes omettent généralement d'expliquer quelle situation politique ces accords traduisaient dans le langage financier, et que le rôle qu'ils attribuaient au dollar n'était pas de même nature que celui joué par la livre sterling au XIX^e siècle.

L'expansion et le rôle mondial prépondérant du capital britannique avaient marqué la période où le mode de production capitaliste conquérait le monde entier, développant prodigieusement les forces productives, en Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Japon avant tout. C'était le temps du triomphe insolent du capital. Les Etats-Unis, eux, n'ont instauré leur hégémonie sans conteste, à l'issue de la deuxième guerre impérialiste mondiale, que sur la base de la faillite de leurs rivaux. Le capital européen et japonais, insolvable, en pleine décomposition, dut remettre à l'impérialisme américain le soin d'assurer sa survie. Celui-ci était en mesure d'assumer temporairement ce rôle parce que, au cours des décennies passées, il avait accumulé d'énormes réserves, en partie en s'emparant des dépouilles du capital européen décadent ; et il était obligé de le faire, car sa propre existence dépendait de la survie du système impérialiste mondial. Les accords de Bretton Woods ne prenaient leur sens que comme l'une des pièces essentielles du nouvel équilibre mondial. Mais c'est ce même équilibre que s'efforçaient d'étayer les accords de Postdam et de Yalta, par lesquels les représentants de la coalition impérialiste victorieuse, dirigés par les Etats-Unis, tentaient avec la bureaucratie du Kremlin de définir une politique susceptible de

contenir le prolétariat mondial, avant tout celui des pays capitalistes avancés d'Europe. Avec les accords de Bretton Woods, l'impérialisme américain se proposait, sinon de redonner santé et jeunesse au système capitaliste mondial, en tout cas d'éviter que ne s'effondrent les vieilles puissances impérialistes menacées par le prolétariat de leur propre pays.

Naturellement, tout autant que la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain défendait ses intérêts spécifiques. Tandis que celle-ci étendait son contrôle sur les divers pays de l'Europe de l'Est, le capital américain, de son côté, pénétrait tous les pays capitalistes du monde, à commencer par ceux de la coalition impérialiste vaincue, mais aussi l'Angleterre, la France et autres pays « alliés ».

Trotsky écrivait dès 1924, dans *Europe et Amérique* :

« Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre, et à plus forte raison l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise, à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie euro-

péenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre. » (2)

Ce n'est que partiellement que l'impérialisme américain a pu mettre en œuvre ce programme à la fin de la deuxième guerre mondiale. Il lui a fallu, par crainte du prolétariat européen, soutenir efficacement, en Europe occidentale et au Japon, les bourgeoisies décadentes, aider à la restructuration de leur économie et de leur Etat. Ce qu'on appelle « l'économie » a son fondement dans les rapports sociaux entre les classes et à l'intérieur des classes qu'elle ne fait qu'exprimer sous une forme spécifique ; elle est directement affectée par les rapports politiques qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. C'est pourquoi il a fallu à l'impérialisme américain endosser les charges principales du soutien de l'économie capitaliste mondiale. Mais il ne s'est agi en aucune façon d'une nouvelle phase de développement du capitalisme comparable à celle qui avait été marquée par la prédominance du capital anglais. Les États-Unis n'ont pu renflouer pour un temps le système impérialiste mondial, lui donner un nouveau volant d'entraînement qu'en entretenant et en développant sans cesse un parasitisme sans précédent. On peut caractériser les vingt-cinq à trente dernières années, au point de vue économique, comme la période où la

gangrène, qui infecte le système impérialiste depuis la première décennie du XX^e siècle, s'est étendue au monde entier, après s'être emparée de l'Europe, et s'est infiltrée jusqu'au cœur de l'impérialisme le plus puissant. C'est la période où les dizaines et, au total, les centaines de milliards de dollars de crédits militaires et para-militaires injectés par l'Etat américain à l'économie capitaliste mondiale deviennent un volant indispensable à son fonctionnement.

Elle ne peut aujourd'hui moins que jamais s'en passer. Ces crédits s'ajoutent à toutes les dépenses parasitaires indispensables à la reconstruction, puis au soutien du système impérialiste et des Etats bourgeois des différents pays. La « crise du dollar » mesure le point atteint par la gangrène de l'impérialisme dans son bastion principal. Pablistes, renégats à la IV^e Internationale, révisionnistes de toutes sortes ont vu un nouvel et puissant essor des forces productives dans cette période où la décomposition du système impérialiste a atteint une ampleur et une profondeur inégalées. Nixon, plus réaliste, et pour cause, en suspendant la convertibilité du dollar, ne fait au fond que se déclarer en faillite. Il se retourne alors vers le capital européen et japonais et lui dit : « Les temps approchent où je te réduirai à la portion congrue. »

(2) Trotsky, *Europe et Amérique*, Editions Anthropos, p. 26.

DIFFERER L'HEURE DE LA VERITE

Après des mois de discussions, de pressions et de contre-pressions, un compromis a été élaboré. Relativement à l'or, le dollar a été dévalué de 8 %, le yen et le mark réévalués, l'un de 7,66 %, l'autre de 4,61 %, le florin et le franc belge de 2,76 %, la livre et le franc français gardant leur ancienne parité. Il est amusant de voir le mark « réévalué », alors qu'en 1971 la hausse des prix a atteint en Allemagne fédérale environ 5,5 %, ou le yen, alors que cette même hausse des prix a atteint 7,4 % au Japon, etc. La dévaluation de 8 % du dollar est, en revanche, dérisoire ; en 1934, le dollar, beaucoup moins obéré par l'inflation, avait été dévalué de près de 50 %.

Les marges de fluctuation, en plus et en moins, du dollar (au-delà desquelles les banques centrales sont contraintes d'intervenir sur le marché des changes pour rétablir son cours) passent en même temps de 1 % à 2,5 %. Des négociations se poursuivent par ailleurs, au moment où nous écrivons, en vue d'abaisser les tarifs douaniers qui enserrant l'Europe des Six, notamment les protections contre le marché mondial dont est entouré son marché agricole, et supprimer la taxe des 10 % sur les marchandises importées aux Etats-Unis. L'enjeu est considérable : pour la première fois depuis la fin du XIX^e siècle, la balance commerciale des U.S.A. est déficitaire ; Washington veut au moins rétablir l'équilibre. Les échanges commerciaux entre les pays capitalistes d'Europe, le Japon et les Etats-Unis seront ainsi perturbés, au détriment des premiers nommés, ils le seront aussi avec tous les pays du monde,

pays économiquement arriérés, U.R.S.S., Europe de l'Est compris. L'essentiel du compromis réalisé le 15 décembre est néanmoins ailleurs : la non-convertibilité directe du dollar (remboursement des dollars que détiennent les banques centrales par la *Federal Reserve System Bank*) et indirecte (les paiements des banques centrales au Fonds monétaire international ne pourront se solder en dollars) est maintenue de fait. En acceptant cette situation, les grandes puissances capitalistes admettent que le dollar (que les banques centrales doivent acheter massivement dès que son cours fléchit en dessous de 2,5 % du cours officiel) a un cours forcé à l'échelle internationale. Elles accumuleront encore et encore des dollars, contre lesquels elles émettront des francs, des marks, des yens, etc., ou qu'il leur faudra, sinon, racheter avec de l'or, alors que leurs réserves sont déjà à 80 % ou 90 % constituées de dollars, en d'autres termes de chèques sans provision.

C'est là une situation sans précédent, dont il faut mettre au jour les raisons. Elles sont simples : *la peur, la peur panique que s'ouvre l'heure de la vérité, la tentative de la repousser à plus tard, en pratiquant la fuite en avant.* Déjà, en annonçant que le dollar devenait officiellement inconvertible, Nixon a lancé un nouveau programme inflationniste de dépenses parasitaires, avant tout, naturellement, militaires. Alors même que la discussion de l'accord monétaire était encore en cours, le 8 décembre 1971, le comité des plans de défense de l'O.T.A.N. décidait que les pays européens y appartenant accroîtraient de un mil-

liard de dollars leurs dépenses militaires en 1972.

Mais l'impérialisme américain, gagné à son tour par la gangrène, n'en reste pas moins le pivot du système impérialiste mondial. Une crise économique majeure aux Etats-Unis amènerait infailliblement l'effondrement, la dislocation du marché mondial. Déjà, aux Etats-Unis et en Angleterre notamment, de grands trusts ont fait appel à l'Etat pour éviter la faillite (Penn Central, Rolls-Royce, Lockheed, Chantiers de la Clyde). Le chômage s'étend. Le compromis monétaire qui a été réalisé tente d'établir un palier susceptible de permettre une « relance » de l'éco-

nomie : en clair, une nouvelle phase d'extension du parasitisme, d'inflation massive sous l'impulsion des divers Etats bourgeois. Il est loin d'être certain que, même temporairement, ce moyen réussisse. De toute façon, le remède, à terme, aggravera le mal, en préparant une nouvelle dégradation du dollar et des autres monnaies. La « solution » inflationniste prépare une plus brutale et plus profonde dislocation du marché mondial et des échanges internationaux consécutive à la putréfaction du mode de production capitaliste, dont la crise du système monétaire international n'est qu'une manifestation.

PAS D'ISSUE POUR LA BOURGEOISIE SANS AFFRONTMENT AVEC LE PROLETARIAT

Du point de vue du capital financier, et principalement du capital financier américain, il existe bien des « solutions » : dévaluations massives et coordonnées des monnaies, économie de guerre, pénétration massive des marchandises et des capitaux en Europe de l'Est, en U.R.S.S. et en Chine.

Chacune de ces « solutions » exigerait du système impérialiste dans son ensemble, et de l'impérialisme américain en particulier, une maîtrise des rapports entre les classes qu'il ne possède pas. L'« assainissement » monétaire par des dévaluations massives et coordonnées impliquerait, à l'intérieur du système impérialiste, une unité qui n'existe pas. Déjà, les très timides réajustements

qui viennent de se faire ont donné, et donneront encore, lieu à d'âpres luttes. Que serait-ce au cas où des mesures draconiennes devraient être prises ? Ce sont des dizaines et des dizaines de milliards de dollars que possèdent les banques centrales d'Europe et du Japon. Ce sont encore des dizaines de milliards de dollars que possèdent les banques et les instituts financiers privés, les trusts industriels, les particuliers. Une masse énorme d'effets de commerce, de reconnaissances de dettes, d'obligations, de bons du trésor américains sont libellés en dollars. La simple dévaluation massive du dollar aboutirait à la banqueroute des Etats bourgeois des principales puissances impérialistes, à la ruine de millions de possédants dans le monde entier,

y compris aux Etats-Unis, à la liquidation de couches entières de la petite et moyenne bourgeoisie et jusqu'à celle de secteurs importants du grand capital. Quant au prolétariat des pays capitalistes économiquement avancés, il en serait réduit d'un seul coup à une condition misérable, équivalente à celle qui a été la sienne aux temps de l'accumulation primitive du capital.

Les bouleversements sociaux, les gigantesques luttes de classes qui dresseront les travailleurs et les masses paupérisées de tous les pays capitalistes, les déchirements internes à chaque bourgeoisie et entre les grandes puissances impérialistes qui en résulteraient ne peuvent même pas être sérieusement envisagés, à l'heure actuelle, par un quelconque gouvernement bourgeois. Aucun d'eux n'en a les moyens politiques. Le recours à l'économie de guerre nécessite également une situation politique qui ne peut se constituer que par une âpre lutte des classes. Il faut infliger au prolétariat des pays capitalistes avancés des défaites telles qu'il accepte la perspective à courte échéance d'une guerre impérialiste de grande ampleur, qui ne pourrait être dirigée que contre l'U.R.S.S. ou la Chine. Les sacrifices qu'impliquent pour le prolétariat la préparation immédiate d'une telle guerre (et encore moins ceux de la guerre elle-même) ne pourraient être consentis pacifiquement par celui-ci, la guerre menée par l'impérialisme américain au Vietnam l'a démontré. Encore faudrait-il que le capital financier américain impose sa discipline à toutes les puissances de la coalition

impérialiste, et aux différentes couches de la bourgeoisie aux Etats-Unis elles-mêmes.

Et si la bourgeoisie mondiale se félicite de voir, dans une certaine mesure, s'ouvrir une voie de pénétration à ses marchandises et à ses capitaux en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, si elle espère que la bureaucratie de Pékin entrouvrira, au cours des années qui viennent, les portes de l'économie chinoise à la pénétration capitaliste, ce ne sont encore que de bien insuffisants débouchés qui sont ouverts à l'impérialisme mondial en comparaison de ses besoins. Or ce peu suffit à tendre l'antagonisme entre le prolétariat des divers pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. et la bureaucratie parasitaire jusqu'à son point de rupture, comme en a témoigné le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais de décembre 1970 et de janvier 1971. La pénétration massive du capital, la libre circulation des capitaux et des marchandises dans ces pays est impossible sans la combinaison de l'intervention impérialiste et de guerres civiles inexpiables, qui ne pourraient être conduites victorieusement par l'impérialisme que s'il écrasait le prolétariat des pays capitalistes économiquement développés et que si la coalition impérialiste était disciplinée sous la férule de Washington.

Toutes les « solutions » impérialistes ont un même et unique dénominateur : l'affrontement avec le prolétariat, et, de façon décisive, avec les prolétariats des pays capitalistes économiquement développés.

LA GREVE DE LA GENERAL MOTORS ET LA « QUESTION HISTORIQUE » DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'Histoire a donné aux contradictions de classes en Europe une concentration explosive et déterminante. La puissance de l'impérialisme américain, les formidables réserves qu'il accumulait encore, alors même que les grandes puissances impérialistes d'Europe roulaient déjà vers l'abîme, lui ont permis de soutenir à bout de bras (avec, il est vrai, l'appui politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international) les impérialismes décadents. Désormais, l'impérialisme le plus puissant est lui aussi dans l'impasse, ce qui donne un nouvel aliment à tous les développements de la lutte des classes, que ce soit en Europe, au Japon, dans les pays sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, en Chine, ou dans les pays économiquement arriérés.

Il importe d'apprécier dans toute son ampleur la portée d'une grève comme celle de la General Motors, en 1970. En apparence, il s'agissait d'un mouvement concernant, certes, les travailleurs de la plus grande entreprise du monde, mais limité à des revendications « économiques ». En réalité, si l'on replace cette grève dans le cadre des problèmes que doit affronter l'impérialisme américain, elle acquiert l'envergure d'un événement politique d'importance mondiale. Trotsky, polémiquant contre Staline, expliquait que l'unité de l'économie (donc de la lutte de classes) à l'échelle mondiale, était organique et non mécanique, qu'elle s'exprimait précisément dans les particularités nationales (3). Si les

hommes politiques de la bourgeoisie américaine avaient quelque goût pour la réflexion théorique, ils apprécieraient, non sans amertume, la valeur de la méthode d'analyse de Trotsky. Certes, il n'est pas douteux que les grévistes de la General Motors n'entendaient pas s'engager sur la voie de la révolution socialiste. Aujourd'hui comme hier, le plus puissant prolétariat du monde n'a pas encore réussi à construire ses organisations politiques propres. Mais c'est justement pour lier à sa politique le prolétariat américain, pour l'empêcher de disposer de sa propre expression politique, que la bourgeoisie des États-Unis a dû payer un prix approprié : les hauts salaires, l'*american way of life* (qui, pourtant, n'ont évidemment pas été obtenus sans lutte par le prolétariat américain, s'organisant en puissants syndicats).

Ces concessions aux couches les plus importantes du prolétariat, elle a pu les consentir en raison même de ce qu'a été l'histoire des États-Unis. Il n'est pas possible de retracer ici cette histoire. Rappelons-en seulement quelques-uns des traits spécifiques : la richesse de leur territoire, l'absence de toute entrave qu'aurait constitué un mode de production an-

(3). Voir notamment la préface du 29 mars 1930 à l'édition française de *La révolution permanente*. On trouvera le passage correspondant dans *De la révolution*, Editions de Minuit, pp. 248-250 (N.D.L.R.).

térieur au développement du capitalisme, l'expansion quasi illimitée et sans obstacle à l'Ouest, l'apport constant de masses énormes d'émigrants venus de la vieille Europe, la possibilité, pendant des décennies, de pratiquer une politique isolationniste qui lui évita les énormes frais que les impérialismes européens, constamment aux prises les uns avec les autres, durent assumer. Tout cela fit que, dans la première période de la crise générale du système impérialiste mondial, les Etats-Unis purent mettre à profit cette crise elle-même pour s'emparer des dépouilles des impérialismes européens, tout en leur fournissant les moyens de leur destruction (jusqu'en 1940, les dépenses militaires des U.S.A. ne dépassaient pas 0,5 à 1 % du revenu national). La formidable concentration de capitaux réalisée à l'abri de ce genre d'« isolationnisme » devait engendrer son contraire : le besoin irrésistible d'une expansion universelle, d'une exportation massive de marchandises et de capitaux sur la terre entière. La décadence et la faillite des vieilles puissances impérialistes d'Europe contraignaient l'impérialisme américain à prendre en charge la reconstruction du système impérialiste mondial. Le pacifisme et l'antimilitarisme donnèrent naissance au plus fantastique appareil militaire de tous les temps. Le libéralisme, le droit des gens et des peuples à disposer d'eux-mêmes servirent d'ornement aux Etats-Unis dans leur nouveau rôle de gendarme contre - révolutionnaire mondial.

Les besoins objectifs que ressent l'impérialisme américain, le rôle de constructeur et de défenseur du système impérialiste mondial qu'il a dû assumer, la lutte pour réintro-

duire le mode de production capitaliste en Europe de l'Est, en U.R.S.S., en Chine, impliquent qu'il soit en mesure de mobiliser toutes les ressources de la société américaine, qu'il impose une centralisation de fer, qu'il tende tous les ressorts et écrase toutes les oppositions. Dès lors, il se heurte au passé, aux traditions américaines, à une grande partie, restée vivante, de son héritage historique. Jusqu'à présent, il a pu composer avec cet héritage dans le domaine des relations avec le prolétariat, des relations internes à la bourgeoisie, du système politique de la domination bourgeoise. Mais tout cela est désormais inadéquat.

Ce qui subsiste du fédéralisme, des traditions démocratiques qui font, par exemple, que sont connus, débattus dans la presse et sur les chaînes de télévision les crimes de l'armée américaine au Vietnam ou ses prévarications, et bien d'autres choses, est anachronique et intolérable pour le capital financier. Tout comme sont, à ses yeux, anachroniques et intolérables, du point de vue des fins qu'il poursuit, les rapports entre la présidence, la chambre des représentants, le sénat et ses commissions, qui ont les moyens de bloquer, à tout le moins de freiner le fonctionnement de la machine gouvernementale en fonction des divergences politiques et d'intérêts de telle ou telle couche de la bourgeoisie. Tout anachronique et intolérable que cela lui paraisse, l'impérialisme le tolère cependant et en tient compte. Sa politique se heurte, de ce fait, à certaines limites. Ainsi, l'intervention au Vietnam, conçue comme un premier pas vers la guerre contre la Chine, le déchaînement des bombes et du napalm devaient réduire à merci les

ouvriers et les paysans vietnamiens ; la résistance héroïque de ces derniers, ainsi que les nouveaux développements révolutionnaires, tant en Europe qu'en Asie et en Amérique latine, ont obligé l'impérialisme américain à réajuster sa politique. Mais ce qui l'y a contraint également, c'est son inaptitude à imposer au prolétariat américain les sacrifices qu'exigeraient une guerre contre la Chine et l'apocalypse atomique au Vietnam, c'est son incapacité à discipliner la bourgeoisie américaine, parce qu'il n'est pas politiquement en mesure d'imposer la centralisation, la tension de tous les ressorts, la mobilisation de toutes les ressources de la société américaine qu'une semblable aventure imposerait. Au contraire, les luttes des noirs américains rejoignent l'opposition croissante à la guerre au Vietnam ; et, dans ce cadre, la grève des travailleurs de la General Motors a eu la portée d'un « non » brutal du prolétariat américain à la politique des revenus que Nixon voulait mettre en œuvre. A partir de là s'accroissent les forces centrifuges au sein de la bourgeoisie américaine, jusqu'au sommet du grand capital lui-même.

Il serait naïf d'en conclure que l'impérialisme américain renonce aux objectifs qui lui sont dictés par ses besoins fondamentaux, y compris au Vietnam et à l'égard de la Chine. Il réajuste seulement sa politique. Mais il n'a plus la possibilité de maintenir la paix sociale sur son propre territoire, ou tout au moins d'y contenir la lutte des classes dans certaines limites, tout en poursuivant la réalisation des objectifs fondamentaux qui sont les siens. La crise du dollar est également la manifestation de cette contradiction. L'impéria-

lisme américain n'a plus les moyens de maintenir à la fois le *welfare state* et l'économie d'armements : l'Europe doit être mise à la portion congrue, de même le prolétariat américain. C'est, à une échelle incomparablement plus grande, le problème du beurre et des canons que Goebbels promettait à la fois au peuple allemand. Lorsque, le 15 août 1971, Nixon décrétait l'inconvertibilité du dollar, il annonçait en même temps le blocage au moins momentané des salaires. Cela revenait à dire que la classe dirigeante américaine ne pouvait se dispenser d'engager le combat contre son propre prolétariat. Sans que ce soit un préalable, mais comme l'une de ses composantes — l'une de ses composantes essentielles —, la politique mondiale de l'impérialisme américain ne peut désormais aboutir s'il ne résout sa « question historique » : détruire les conquêtes du prolétariat américain, briser sa puissance, en finir avec les traditions démocratiques, le fédéralisme, les rapports politiques antérieurs, imposer le centralisme le plus brutal, en un mot, instaurer le règne du « talon de fer » annoncé par le célèbre roman de Jack London en 1907.

Les perspectives mondiales se joueront tout autant au cours de cet affrontement que sur l'arène mondiale. Au centre même de ces perspectives, il y a les rapports entre l'impérialisme et le prolétariat des Etats-Unis. La grève de la General Motors a constitué l'un des premiers affrontements de cette lutte décisive pour toute l'humanité. Les exigences, les besoins objectifs les plus profonds et les plus vitaux de l'impérialisme américain sont mis en cause par le contenu, la signification, la

portée de cette grève. Elle constitue donc bien un événement politique d'ampleur et de conséquence mondiales. L'impérialisme américain est

conscient de ce que son ennemi le plus direct est dans son propre pays. Le prolétariat américain est en train de l'apprendre.

DES GRANDES GREVES A LA QUESTION DU POUVOIR

Il l'apprendra d'autant plus vite et clairement que s'intensifiera et se clarifiera la lutte des classes mondiale. La relation qui existe entre l'aggravation des contradictions de classes, des antagonismes politiques aux Etats-Unis et leur développement sur l'arène mondiale a un caractère objectif, en ce sens que, pour faire face aux luttes du prolétariat mondial et s'efforcer d'atteindre ses buts, l'impérialisme américain doit entreprendre d'intensifier l'exploitation et l'oppression du prolétariat et de toutes les couches travailleuses des Etats-Unis, de porter atteinte aux traditions, à l'héritage historique du pays, d'instaurer le règne du talon de fer. Il est donc clair qu'aux Etats-Unis, sous une forme spécifique, ce sont toutes les contradictions de la lutte des classes mondiale qui se concentrent.

Mais, si les relations entre les classes ont un fondement objectif, ce n'en sont pas moins des relations politiques. La capacité des prolétariats des autres pays à appréhender et à résoudre leurs problèmes influencera directement le cours de la lutte des classes aux Etats-Unis, la progression politique du prolétariat américain — et réciproquement. La crise du système monétaire international traduit et l'impuissance de l'impérialisme américain, et celle des impé-

rialismes décadents à maîtriser les rapports entre les classes ainsi que leur gangrène croissante. Plus immédiatement, l'échec de De Gaulle, la reprise de l'initiative politique par le prolétariat européen, au cours de la grève générale en France en mai-juin 1968, et, malgré l'intervention militaire des cinq armées du pacte de Varsovie, au cours du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, a précipité la crise de l'impérialisme et de son système monétaire. A son tour — bien que la montée du chômage, la hausse des prix, les malaises économiques et les troubles monétaires, si importants qu'ils soient, ne représentent, en regard de leurs développements à venir, que des signes annonciateurs, des prémisses — ce qu'il est convenu d'appeler la crise des moyens de paiement est un élément d'accélération de la lutte des classes, le prolétariat ayant repris l'initiative.

Les années 1969 et 1970 ont été marquées en Europe par de puissants mouvements de grève : l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et jusqu'à la Suède (le paradis social-démocrate) ont été les principaux théâtres de ces mouvements. En Amérique latine, depuis le mouvement des étudiants sauvagement réprimés au Mexique en septembre 1968, de grandes luttes se sont développées,

